



Ensemble aux Finances, défendons le Service Public et nos droits le 22 mai 2018



Le gouvernement, sous couvert des projets « Action publique 2022 », veut réformer sans dialogue réel la sphère publique pour satisfaire à son objectif de réduction drastique de la dépense publique.

Pour ce faire, nos dirigeants sont résolus à sacrifier sur l'autel des économies la qualité de service rendu à l'usager quelles qu'en soient les conséquences. Nous sommes en première ligne pour en mesurer les répercussions néfastes sur les administrés et les acteurs du Service Public, c'est à dire nous-mêmes.

Les fonctionnaires, quels que soient leurs fonctions, leurs grades et leurs compétences sont devenus les cibles des pouvoirs publics. Nous serions soudainement : trop coûteux, trop nombreux, inefficaces, recrutés sur des critères devenus obsolètes, protégés outrageusement par nos statuts, peu mobiles, trop souvent absents, bénéficiant d'un régime de retraite trop favorable ...

Après les multiples attaques déjà portées sur les rémunérations, le pouvoir d'achat des fonctionnaires, et avant d'aborder le dossier de nos retraites, c'est maintenant nos missions et la dimension de notre réseau qui sont visées.

A la DGFIP nous en subissons déjà les effets puisque nous sommes depuis des années à « la pointe » des réductions d'emplois, des restructurations incessantes, des règles de gestion instables et à géométrie variable. Cela nous mène à une déstructuration de notre maillage territorial, une démotivation au travail, un stress professionnel qui nécessite la mise en place de cellules de soutien psychologique.

Arrêtons ce processus avant qu'il ne soit trop tard !

Nous appelons l'ensemble des personnels, tous unis, à se mobiliser en faisant grève massivement le 22 mai prochain pour contraindre les pouvoirs publics à réellement négocier et stopper le cours de leurs projets néfastes.

=> Rassemblement 13 H - place de la République vers Bastille - Nation